

GUADELOUPE :

FR3 : AGENCE DU POUVOIR

LE PMU AUX ANTILLES

PORTUGAL

(Lire ces articles en page 2)

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 31 DECEMBRE 1975

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — FAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,15

EDITORIAL : Le bluff gouvernemental

Ces jours-ci, la "départementalisation économique" est, plus que jamais, le maître-mot. La presse et la radio nous en rebattent continuellement les oreilles, en donnant largement la parole aux partisans du système.

Mais derrière les belles paroles, tendant à nous faire croire que l'heure du développement et de l'abondance a sonné, se cache en fait un énorme bluff. Tous les projets dont on nous parle, qui devaient être réalisés depuis bien des années, et qu'on nous présente comme du nouveau, ne pourront nullement transformer de façon radicale l'économie des Antilles qui ne peut que demeurer sous-développée dans le cadre du système capitaliste et colonialiste actuel.

En Guadeloupe, en ce qui concerne, par exemple, l'irrigation de la Grande-Terre et le développement de l'agriculture, on nous en parle comme s'il s'agissait d'une entreprise presque réalisée, alors qu'en fait cela nécessite énormément de choses, non seulement la distribution d'eau, mais aussi, pour que cela soit efficace, l'aménagement des terres à cultiver. Seuls ceux qui en ont les moyens en bénéficieront donc réellement.

Pour les usines qu'on entend mettre en place, l'affaire est loin d'être conclue comme le prétend Chirac. Il s'agit d'accords de principe de la part de sociétés plus ou moins vacillantes (Sousac), mais rien n'est encore signé. De plus, de telles entreprises embaucheront une quantité limitée de travailleurs, alors que les chômeurs se comptent par dizaines de milliers en Martinique et en Guadeloupe.

Le tourisme, on nous le présente comme une fleur que l'on nous fait. Mais il n'a rien de particulier aux Antilles, les "marchands de soleil" allemands ou français étant à l'oeuvre depuis longtemps en Europe et en Afrique du nord. Les Antillais se verront interdire l'accès de leurs plus belles plages, sans pour autant en tirer avantage.

Pour la Guyane, un vieil article du "Canard Enchaîné" montre qu'en 1965 déjà on parlait de l'exploitation de la forêt et qu'une fois les crédits dépensés, on

décréta qu'elle n'était pas rentable...

Voilà qui montre clairement le bluff auquel se livre le gouvernement. On nous tend une nouvelle carotte en espérant que nous continuerons de patienter. Mais Giscard et Chirac sont bien incapables de transformer réellement cette économie : il leur faudrait pour cela s'attaquer à des intérêts qui leur sont trop proches. Les travailleurs, et eux seuls, pourront mener cette tâche à bien.

* * * *

FRANCE

LES PAYSANS EN COLÈRE

Encore une fois, les paysans français montrent leur colère. En effet, les viticulteurs, depuis quelques jours ont recommencé à bloquer les routes et à entamer une série d'actions revendicatives. Ils entendent ainsi protester contre les importations de vin italien en France, ce qui évidemment, limite la vente de leurs produits. Il y a deux jours, ils ont même bloqué le port de Sète par lequel sont écoulés près de 55 % des importations de vin italien.

Les accords du Marché Commun prévoient cette libre circulation des produits entre les différents partenaires européens, mais voilà : l'économie capitaliste est telle qu'elle ne peut supprimer la concurrence entre les produits des différents pays, donc la névente et, par voie de conséquence, la pure et simple destruction des marchandises.

Le marché commun est un marché commun capitaliste. Ce sont les petits et moyens producteurs qui en pâtissent le plus, et en particulier les paysans, que ce soit à propos du vin, du lait, des tomates ou autre marchandise.

(suite au verso)

MARTINIQUE :

ROBERT : LA MUNICIPALITÉ UDR NE PAIE PAS SES EMPLOYÉS

Au Robert, cela fait maintenant huit mois que certains employés municipaux n'ont pas été payés. A cela, le maire a donné comme promesse qu'ils recevront leur salaire en mars. Ainsi, c'est près d'un an que les employés seront restés sans toucher leur argent, et nul ne sait pourquoi.

Il est à remarquer que ce malheur n'arrive qu'au personnel ouvrier ; par contre, les employés les plus proches du maire n'ont pas ce genre de problèmes.

Encore une fois, la municipalité UDR se moque de tous les problèmes qui peuvent survenir aux travailleurs qu'elle emploie. Les Stéphanie et autres Lucien semblent plus pressés de vendre à l'encan à la SIMAG et à la société d'HLM les terres des pauvres que de se soucier de la vie des employés municipaux.

* * *
* * *

MARIE-GALANTE

les Dominicains expulsés

Il y a environ 3 semaines, les Dominicains, qui sont assez nombreux à venir à Marie-Galante, se sont vus purement et simplement interdire l'entrée de l'île. Certains qui y résident depuis des années ont été obligés de partir en hâte, n'ayant plus leurs papiers en règle depuis longtemps. C'est ainsi qu'une femme installée depuis plus de dix ans a dû rentrer en Dominique.

La raison de ces mesures scandaleuses ? Elle est officiellement la suivante : un propriétaire de la Dominique se serait plaint d'avoir été dépossédé par des voleurs d'une partie de ses légumes et fruits ; or, ceux-ci sont, paraît-il, empoisonnés. Comme les Dominicains sont les principaux fournisseurs de l'île en fruits

(suite page 2)

Marie Galante

SUITE

et légumes, on a annoncé dans toute Marie Galante qu'il ne fallait plus consommer de produits en provenance de Dominique, et les expulsions ont suivi.

Tout cela est plus que douteux. D'abord l'histoire des fruits : le propriétaire aurait-il lui-même empoisonné ses produits avant même qu'on les lui vole ? Les mesures prises sont parfaitement absurdes : en quoi la possession de papiers en règle garantit-elle la qualité des fruits ? En fait, cela n'est qu'une opération de plus organisée contre les dominicains par l'administration. On empêche ainsi quelques malheureux de subsister.

Ces agissements montrent en tous cas le sens qu'il faut donner aux paroles des Stirn et Charac, lorsqu'ils parlent de se "tourner vers la Dominique"...

FRANCE

suite

Aujourd'hui, cela touche les paysans Français, demain, pour les mêmes raisons cela touchera les paysans Italiens ou Allemands.

Il ne peut y avoir de véritable politique communautaire en système capitaliste.

Seule une répartition socialiste, et rationnelle de la production et des échanges entre les différents pays pourra réellement profiter à tout le monde.

Mais, pour cela il faudra supprimer la loi du profit et de la concurrence qui est celle de la société capitaliste.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* *
*

PMU ET PMH AUX ANTILLES

L'assimilation continue. Des mesures économiques sont prises par le gouvernement dans le cadre de la départementalisation économique, et quelles mesures !

A l'heure des promesses giscardiennes staliniennes et autres, enfin une réalisation concrète.

- non, il ne s'agit pas d'industrialisation
- non, il ne s'agit pas de construction de l'un des 35 GES manquant

- Non, non, non ! Il s'agit de la création du PMH et du PMU (pour les mutuels urbains, paris qui se font sur les courses de chevaux).

Ainsi les pointois, les foyais les Saintanais etc... pourront au même titre que le parisien, le breton ou le savoyard, avoir leur contingent de rêve de richesse, rêve de fin de leur misère pour la modique somme de 5F.

Il leur suffira de compulsier les nombreux journaux spécialisés "spécial tiercé" qui vont naturellement pulluler (au prix de 5 à 10F) et de faire confiance à la chance et d'aligner les trois chiffres de sa date de naissance pour qu'ils espèrent, pour qu'ils s'enthousiasment, pour qu'ils exacerbent... pour enfin retomber brutalement dans la cruelle réalité.

Oui, l'assimilation vient de franchir un nouveau pas.

A défaut de résoudre les problèmes importants qui se posent ici, le gouvernement nous offre de sombrer dans l'aliénation des jours d'argent et de hasard.

POINTE-A-PITRE

REUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER

VENDREDI 16 JANVIER.

THEME : "LA DEPARTEMENTALISATION ECONOMIQUE" : NOUVEAU BLUFF COLONIALISTE.

* * * * *
* *
*

FR 3 UNE AGENCE DU POUVOIR COLONIAL

Le voyage de Chirac en Guadeloupe aura donné une fois de plus à FR3 l'occasion de montrer au service de qui elle est.

Pour l'auditeur qui se faisait encore des illusions plus aucun doute n'est possible : la radio travaille pour le compte de la droite et des colonialistes.

En effet tous les défenseurs du régime colonial depuis Chirac jusqu'à Bernier ont pu longuement s'exprimer sur les ondes et en profiter pour vanter les bienfaits de la France en Guadeloupe, et même décrier l'attitude de la gauche.

En revanche les représentants de la gauche eux, n'ont pu à aucun moment donner leur position et expliquer pourquoi ils avaient décidé de boycotter les manifestations organisées pour la venue de Chirac. C'est ainsi qu'à aucun moment ni le parti communiste, ni les représentants syndicaux, ne parlons même pas des

organisations révolutionnaires, n'ont pu donner leur point de vue à la radio.

En outre la radio n'a pas soufflé mot (ou si peu !) de la manifestation qui s'est déroulée à Basse-Terre à l'appel de différentes organisations de gauche et d'extrême-gauche.

Pour FR3 seule compte l'opinion de l'U.D.R. et des Républicains Indépendants ; seuls ont le droit de s'exprimer les représentants de la droite et du colonialisme.

Décidément F.R.3 se moque de plus en plus des auditeurs de la Guadeloupe et n'a aucun scrupule à apparaître comme une agence du pouvoir colonial.

* * * * *
* *
*

Portugal

LA REPRISE EN MAIN CONTINUE.

La reprise en main décidée par le Conseil de la Révolution depuis l'échec de la tentative de rébellion des parachutistes de Tancos, le 26 novembre dernier, vient de franchir un nouveau pas.

Depuis plus d'un an, la station Radio-Renaissance était dirigée par des travailleurs sympathisants communistes et "gauchistes". Cette radio donnait des informations régulières sur les luttes que menaient les travailleurs et sur le mouvement révolutionnaire.

Le nouveau gouvernement vient de remettre la station aux mains de l'Eglise, propriétaire du temps du dictateur Caetano.

Ainsi Radio-Renaissance pourra redevenir la voix de la réaction et distiller des informations contre-révolutionnaires. Par ailleurs l'existence même du MFA est mise en cause.

Désormais seul l'état-major pourra faire de la politique. Sans être brutale, la reprise en main qui a commencé après l'échec des parachutistes de Tancos s'étend maintenant à tous les secteurs. Les conquêtes ouvrières et paysannes sont elles aussi remises en cause.

Aujourd'hui en mettant fin à l'existence même du MFA les sommets de l'armée veulent mettre fin à toute possibilité de discussion politique au sein de l'armée. Seul l'état major en fin de compte, peut faire de la politique.

Tout cela s'accomplit avec la complicité des partis politiques de droite comme de gauche.

Il semble que, au moins pour un temps, ceux qui voulaient un régime de type parlementaire, comme celui qui existe dans les pays d'Europe développés, ont gagné la partie.

Mais précisément le Portugal ne peut se permettre un tel régime vu son faible développement économique.

Tôt ou tard la question du régime politique se reposera. Il est bien à craindre que la bourgeoisie fasse appel alors à l'un de ces généraux de l'état major pour jouer les Bonaparte.

L'armée devenue un instrument docile en leurs mains pourra alors jouer le rôle de défenseur de l'ordre établi qu'elle ne pouvait jusqu'ici assurer à cause des discussions politiques et des divisions qui y existaient.

Les partis de gauche risqueront alors de payer le prix de leur politique actuelle. Ils auront contribué eux-mêmes à forger l'instrument qui les détruira.

Mais le malheur c'est que la classe ouvrière en pâtira également.

FORT-DE-FRANCE

REUNION PUBLIQUE DE COMBAT OUVRIER
(mercredi 21 janvier)
THEME: LA CRISE : CHOMAGE, INFLATION,
LICENCIEMENT, EMIGRATION..

Comment s'en sortir ?

Venez nombreux !

Directeur de publication : M.E. ZAZOR
Commission paritaire : 51 728
Roué du journal : Pointe-à-Pitre
Correspondance : G. BEAUJOUR
B.P. 214 P.A.P.
B.P. 386 F.D.F.

4ème supplément au mensuel N° 56.